

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3314

[2006/202777]

16 JUIN 2006. — Décret relatif aux conventions de coopération pour l'organisation d'études entre institutions universitaires et portant diverses dispositions en matière d'enseignement supérieur

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions relatives aux conventions de coopération pour l'organisation d'études entre institutions universitaires*

Article 1^{er}. A l'article 27, § 1^{er} de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par les décrets des 1^{er} octobre 1998 et 31 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans l'alinéa 2, les mots "en vertu des accords visés aux alinéas 2 à 4 de l'article 20 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques." sont remplacés par les mots "en vertu des conventions visées à l'article 28 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités."

b) L'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 3 et l'alinéa 4 :

« Lorsque l'étudiant est inscrit régulièrement dans plusieurs institutions universitaires de la Communauté française conformément à l'article 46, § 2, alinéa 3, du décret du 31 mars 2004 précité, sa prise en compte pour le financement est répartie au prorata du nombre de crédits suivis dans ces institutions. »

Art. 2. A l'article 39 de la même loi, le § 2, remplacé par le décret du 26 juin 1992 et modifié par le décret du 31 mars 2004, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans le cas d'un programme régi par une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, qui implique l'inscription de l'étudiant durant la même année académique dans plusieurs institutions partenaires, comme le prévoit l'article 46, § 2, alinéa 3, du même décret, le montant visé aux alinéas 1^{er}, 3 et 4, est réduit de façon proportionnelle au nombre de crédits réellement suivis dans l'institution rapporté à la somme des crédits réellement suivis au cours de l'année académique. »

Art. 3. A l'article 48^{quater} de la même loi, remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par le décret du 20 juillet 2005, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, les étudiants inscrits pour les études de master complémentaire visées à l'article 40, § 2, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, sont pris en compte pour le financement si le nombre de nouvelles inscriptions régulières au programme d'études correspondant est supérieur ou égal à 10 étudiants par année académique. »

Art. 4. A l'article 18 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Un master complémentaire est dit conjoint s'il est régi par une convention de coopération pour l'organisation d'études visée à l'article 29, § 2, et si cette convention prévoit que, par dérogation à l'article 66, alinéa 6, au moins 20 crédits sont organisés et obtenus dans chaque institution partenaire de la convention et que le diplôme est délivré conjointement par toutes les institutions partenaires de la convention conformément à l'article 80, § 2, alinéa 2. »

Art. 5. A l'article 29, § 2, du même décret, l'alinéa 1^{er} est complété comme suit :

« Le Gouvernement peut compléter le contenu minimal d'une telle convention. »

Art. 6. A l'article 40 du même décret, modifié par le décret du 20 juillet 2005, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Jusqu'à l'année académique 2011-2012, les institutions visées au § 1^{er} sont en outre habilitées à organiser, pour une période probatoire de cinq ans maximum, des grades de master complémentaire visés à l'article 18, § 1^{er}, alinéa 2, 3^o, dont l'intitulé n'est pas repris à l'annexe IV du présent décret, à condition que les programmes qui mènent à ces grades puissent être définis comme masters complémentaires conjoints au sens de l'article 18, § 2. Chaque institution ne peut toutefois créer chaque année plus de trois nouveaux grades de master complémentaire. »

Les intitulés et orientations des grades de master complémentaire conjoints créés à titre probatoire ainsi que les institutions qui les organisent sont fixés par le Gouvernement, sur proposition collégiale des recteurs déposée avant le 31 décembre de l'année qui précède l'ouverture des nouveaux grades et après avis du Conseil interuniversitaire de la Communauté française. »

Art. 7. A l'article 46 du même décret, le § 2, modifié par le décret du 20 juillet 2005, est complété par l'alinéa suivant :

« Est également réputée régulière l'inscription d'un étudiant dans plusieurs institutions partenaires d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2, lorsque les inscriptions dans ces institutions portent au total sur au moins 30 crédits. »

Art. 8. A l'article 66 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

a) L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un programme d'études peut imposer un nombre minimum de crédits suivis dans une autre institution que celle où il est inscrit. Si l'étudiant n'a pas d'alternative à la mobilité ainsi imposée et que cette mobilité l'amène hors de la Communauté française, l'institution doit prendre à sa charge les frais supplémentaires d'inscription, de voyage et de séjour ou de logement pour permettre à l'étudiant de suivre ces enseignements. »

b) Les deux alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« L'étudiant est considéré comme n'ayant pas d'alternative à la mobilité imposée lorsque l'institution universitaire ne lui offre pas la possibilité de suivre sans mobilité un autre programme d'études conduisant au grade ayant le même intitulé, le cas échéant, la même orientation, et le même type de finalité, didactique, approfondie ou spécialisée.

En outre, dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29 § 2, l'obligation de prise en charge par l'institution visée à l'alinéa 3, n'est applicable que si l'étudiant prépare un premier diplôme de premier cycle ou un premier diplôme de deuxième cycle. »

Art. 9. A l'article 80 du même décret, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. En cas d'études organisées par plusieurs institutions dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29 § 2, l'étudiant peut se voir délivrer, soit un diplôme conjoint, soit le diplôme de chaque institution partenaire.

En cas de délivrance d'un diplôme conjoint, doit figurer sur le diplôme un des intitulés de grade académique repris aux annexes III ou IV du présent décret ou fixés par le Gouvernement conformément à l'article 33, § 1^{er}, alinéa 2, ou à l'article 40 § 2.

En cas de délivrance d'un diplôme par chaque institution partenaire d'une convention de coopération pour l'organisation d'études, le diplôme délivré en Communauté française fait référence à cette convention et mentionne le ou les autres diplômes délivrés dans ce cadre.

La convention de coopération pour l'organisation d'études visée à l'article 29, § 2, précise la nature du ou des diplômes obtenus. »

Art. 10. L'article 81 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Les mentions minimales fixées par le Gouvernement en application de l'alinéa précédent, figurent en français sur le diplôme. Elles peuvent être accompagnées de leur traduction dans une autre langue pour les diplômes délivrés dans le cadre d'une convention de coopération pour l'organisation d'études telle que visée à l'article 29, § 2. »

Art. 11. L'article 82 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Quelles que soient les modalités de délivrance des diplômes visés à l'article 80, § 2, alinéa 1^{er}, un seul supplément au diplôme est délivré. »

CHAPITRE II. — *Dispositions diverses relatives à l'enseignement supérieur*

Art. 12. Le § 2 de l'article 79^{sexies} du même décret, introduit par le décret du 1^{er} juillet 2005, est modifié de la façon suivante :

a) L'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le Gouvernement fixe la liste des études de premier cycle ainsi accessibles de plein droit. »

b) L'alinéa 3 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un programme complémentaire peut toutefois être imposé à l'étudiant sans que le total des crédits de son année d'études personnalisée ne dépasse 72 crédits. »

Art. 13. A l'annexe I^o, intitulés des cursus initiaux des universités du même décret, sous la rubrique "19^o Sciences de l'ingénieur, les lignes :

- ingénieur civil électromécanicien ;
- orientation générale : aéronautique (M).

Sont remplacées par les lignes suivantes :

- ingénieur civil électromécanicien (M);
- ingénieur civil en aérospatiale (M)."

Art. 14. A l'annexe II, titres professionnels universitaires, dernière ligne, première colonne, du même décret, les mots "(11 grades)" sont remplacés par les mots "(13 grades)".

Art. 15. A l'annexe III, Habilitations à organiser des cycles d'études à l'université, du même décret, sous la rubrique "19^o Sciences de l'ingénieur", les mots "Ingénieur civil électromécanicien, or. générale" sont remplacés par les mots "Ingénieur civil électromécanicien" et les mots "Ingénieur civil électromécanicien, or. aéronautique" sont remplacés par les mots "Ingénieur civil en aérospatiale".

Art. 16. A l'Annexe IV du même décret, les mentions figurant au 8^o, annulées par l'arrêt n^o 168/2005 du 23 novembre 2005 de la Cour d'arbitrage, sont rétablies comme suit :

- Droit économique;
- Droit européen;
- Droit de l'environnement et droit public immobilier;
- Droit des technologies de l'information et de la communication;
- Droit international;
- Droit fiscal;
- Droit public et administratif;
- Droit social;
- Notariat.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur pour l'année académique 2006-2007.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juin 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique
et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————
Note

Session 2005-2006.

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 261-1.

Amendements de commission, n° 261-2.

Rapport, n° 261-3.

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du mardi 13 juin 2006.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 3314

[2006/202777]

16 JUNI 2006. — Decreet betreffende de samenwerkingsovereenkomsten voor de organisatie van studies tussen universitaire instellingen en houdende diverse bepalingen inzake hoger onderwijs.

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen betreffende de samenwerkingsovereenkomsten voor de organisatie van studies tussen universitaire instellingen*

Artikel 1. In artikel 27, § 1 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de decreten van 1 oktober 1998 en 31 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) In het tweede lid worden de woorden « krachtens akkoorden bedoeld bij de leden 2 tot 4 van artikel 20 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden. » vervangen door de woorden "krachtens de overeenkomsten bedoeld in artikel 28 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten."

b) Het volgende lid wordt tussen het derde lid en het vierde lid ingevoegd :

« Wanneer de student regelmatig ingeschreven is bij verschillende universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap overeenkomstig artikel 46, § 2, derde lid van het bovenvermelde decreet van 31 maart 2004, wordt hij voor de financiering in aanmerking genomen volgens een verdeling vastgesteld naar rata van het aantal studiepunten gevolgd in deze instellingen. »

Art. 2. In artikel 39 van dezelfde wet, wordt § 2, vervangen bij het decreet van 26 juni 1992 en gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, aangevuld als volgt :

« Bij een programma geregeld door een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 29, § 2, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, dat de inschrijving van de student tijdens hetzelfde academiejaar in verschillende partnerinstellingen inhoudt zoals bedoeld in artikel 46, § 2, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt het bedrag bedoeld in de eerste, derde en vierde leden, naar verhouding teruggebracht tot het aantal studiepunten die werkelijk gevolgd werden in de instelling, toegevoegd aan de som van studiepunten die werkelijk gevolgd werden tijdens het academiejaar. »

Art. 3. In artikel 48^{quater} van dezelfde wet, vervangen bij het decreet van 31 maart 2004 en gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1, worden de studenten ingeschreven voor de studies van bijkomende master bedoeld in artikel 40, § 2 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, in aanmerking genomen voor de financiering als het aantal nieuwe regelmatige inschrijvingen voor het overeenstemmende studieprogramma hoger is dan of gelijk is aan 10 studenten per academiejaar. »

Art. 4. In artikel 18 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Een bijkomende master wordt beschouwd als gezamenlijk als hij geregeld wordt door een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies bedoeld in artikel 29, § 2, en als deze overeenkomst bepaalt dat, in afwijking van artikel 66, zesde lid, minstens 20 studiepunten georganiseerd en behaald worden in elke partnerinstelling die de overeenkomst heeft ondertekend en dat het diploma gezamenlijk uitgereikt wordt door alle partnerinstellingen die de overeenkomst hebben ondertekend overeenkomstig artikel 80, § 2, tweede lid. »

Art. 5. In artikel 29, § 2, van hetzelfde decreet wordt het eerste lid aangevuld als volgt :

« De Regering kan de minimale inhoud van zo'n overeenkomst aanvullen. »

Art. 6. In artikel 40 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Tot het academiejaar 2011-2012 zullen de instellingen bedoeld in § 1, bovendien gerechtigd zijn om voor een proefperiode van hoogstens vijf jaar, de graden van een bijkomende master bedoeld in artikel 18, § 1, tweede lid, 3^o te organiseren, waarvan het opschrift niet opgenomen wordt in bijlage IV bij dit decreet, op voorwaarde dat de programma's die tot deze graden leiden, bepaald kunnen worden als gezamenlijke bijkomende masters in de zin van artikel 18, § 2. Elke instelling kan nochtans elk jaar niet meer dan drie nieuwe graden van bijkomende master oprichten. »

De opschriften en studierichtingen van de gezamenlijke graden van bijkomende master die als proef opgericht worden alsook de instellingen die ze organiseren worden door de Regering vastgesteld, op gezamenlijk voorstel van de rectoren, ingediend vóór 31 december van het jaar dat voorafgaat aan de opening van de nieuwe graden en na advies van de Interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap. »

Art. 7. In artikel 46 van hetzelfde decreet, wordt § 2, gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2005, als volgt aangevuld :

« Wordt ook regelmatig geacht de inschrijving van een student in verschillende partnerinstellingen die een samenwerkingsovereenkomst hebben ondertekend voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 29, § 2 wanneer de inschrijvingen in deze instellingen in totaal op minstens 30 studiepunten betrekking hebben. »

Art. 8. In artikel 66 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Een studieprogramma kan een minimum aantal studiepunten opleggen gevolgd in een andere instelling dan deze waar hij ingeschreven is. Als de student geen andere oplossing heeft voor de aldus opgelegde mobiliteit en deze mobiliteit hem buiten de Franse Gemeenschap leidt, moet de instelling de meerkosten inzake het inschrijvingsgeld, de reis- en verblijfs- of woonkosten dekken, zodat de student dit onderwijs kan volgen. »

b) De twee volgende leden worden ingevoegd tussen het derde lid en het vierde lid :

« De student wordt beschouwd als geen andere oplossing te hebben voor de opgelegde mobiliteit wanneer de universitaire instelling hem geen mogelijkheid biedt om zonder mobiliteit een ander studieprogramma te volgen dat tot de graad met hetzelfde opschrift leidt, in voorkomend geval, dezelfde studierichting en hetzelfde type didactische, grondige of gespecialiseerde finaliteit. »

Bovendien, in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 29, § 2, is de verplichting voor de instelling bedoeld in het derde lid om de kosten te dekken, slechts van toepassing als de student een eerste diploma van de eerste cyclus of een eerste diploma van de tweede cyclus voorbereidt. »

Art. 9. In artikel 80 van hetzelfde decreet, waarvan de huidige tekst § 1 zal uitmaken, wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Bij studies georganiseerd door verschillende instellingen in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 29, § 2, kan de student ofwel een gezamenlijk diploma, ofwel een diploma van elke partnerinstelling behalen. »

Bij de uitreiking van een gezamenlijk diploma moet op het diploma één van de opschriften van de academische graad voorkomen die opgenomen worden in de bijlagen III of IV van dit decreet of vastgesteld worden door de Regering overeenkomstig artikel 33, § 1, tweede lid of artikel 40, § 2.

Bij de uitreiking van een diploma per elke partnerinstelling die een samenwerkingsovereenkomst heeft ondertekend voor de organisatie van studies, maakt het diploma dat uitgereikt wordt binnen de Franse Gemeenschap een verwijzing naar deze overeenkomst en vermeldt het of de andere diploma's uitgereikt in dit kader.

De samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies bedoeld in artikel 29, § 2, vermeldt de aard van het of de behaalde diploma's. »

Art. 10. Artikel 81 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« De minimale vermeldingen bepaald door de Regering met toepassing van het vorige lid, worden in het Frans op het diploma opgenomen. Ze kunnen gepaard gaan met de vertaling in een andere taal voor de diploma's uitgereikt in het kader van een samenwerkingsovereenkomst voor de organisatie van studies zoals bedoeld in artikel 29, § 2. »

Art. 11. Artikel 82 van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt :

« Ongeacht de nadere regels voor de uitreiking van de diploma's bedoeld in artikel 80, § 2, eerste lid, wordt één enkel supplement aan het diploma uitgereikt. »

HOOFDSTUK II. — *Diverse bepalingen inzake het hoger onderwijs*

Art. 12. § 2 van artikel 79 sexies van hetzelfde decreet, ingevoerd door het decreet van 1 juli 2005, wordt gewijzigd als volgt :

a) het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De Regering stelt de lijst vast van de eerste cyclusstudies die van rechtswege toegankelijk zijn. »

b) Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« Een bijkomend programma kan evenwel aan de student opgelegd worden zonder dat het totaal studiepunten van zijn persoonlijke studiejaar 72 studiepunten overschrijdt. »

Art. 13. In bijlage I, opschriften van de oorspronkelijke cursussen van de universiteiten, van hetzelfde decreet, onder rubriek "19° Ingenieurswetenschappen, worden de regels :

- burgerlijk ingenieur elektromecaniciën :
- algemene studierichting : luchtvaarttechniek (M).

Vervangen als volgt :

- burgerlijk ingenieur elektromecaniciën (M);
- burgerlijk ingenieur in lucht- en ruimtevaarttechniek (M)."

Art. 14. In bijlage II, Universitaire beroepstitels, laatste regel, eerste kolom, van hetzelfde decreet worden de woorden "(11 graden)" vervangen door de woorden "(13 graden)".

Art. 15. In bijlage III, Bevoegdheden om studiecyclussen te organiseren in de universiteit, van hetzelfde decreet, onder rubriek "19° Ingenieurswetenschappen", worden de woorden "Burgerlijk ingenieur elektronmecaniciën, algemene or." vervangen door de woorden "Burgerlijk ingenieur elektromecaniciën" en worden de woorden "Burgerlijk ingenieur elektronmecaniciën, luchtvaartkundige or." vervangen door de woorden "Burgerlijk ingenieur in lucht-en ruimtevaarttechniek".

Art. 16. In bijlage IV van hetzelfde decreet, worden de vermeldingen opgenomen in 8°, vernietigd door het arrest nr. 168/2005 van 23 november 2005 van het Arbitragehof, weer ingevoerd als volgt :

- Economisch recht;
- Europees recht;
- Milieurecht en publiek recht onroerend goed;
- Recht van Communicatie- en informatietechnologie;
- Internationaal recht;
- Fiscaal recht;
- Publiek en administratief recht;
- Sociaal recht;
- Notariaat.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 17. Dit decreet treedt in werking op het academiejaar 2006-2007.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 16 juni 2006.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek
en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

Zitting 2005-2006.

Stukken van de Raad. Ontwerp van decreet, nr. 261-1.

Commissieamendementen, nr. 261-2.

Verslag nr. 261-3.

Integraal verslag. Bespreking en aanneming. Vergadering van dinsdag 13 juni 2006.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 3315

[2006/202778]

14 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études dans l'enseignement secondaire en alternance

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991, organisant l'enseignement secondaire en alternance, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 avril 1999, fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études secondaires dans l'enseignement en alternance;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études dans l'enseignement secondaire en alternance;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter et de rectifier certaines annexes de la version coordonnée de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2002 fixant les modèles des attestations et certificats sanctionnant les études dans l'enseignement secondaire en alternance,

Arrête :

Article 1^{er}. Les annexes de l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 2002 sont remplacées par les annexes du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 31 mai 2006.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 juin 2006.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente en charge de l'Enseignement obligatoire et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Mme M. ARENA